

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	22	3

N° de la séance : 09

Objet de la délibération: Direction
Développement de la Technopole Sophia
Antipolis - Soutien au développement
territorial et animation - Pôles de
compétitivité - Attribution de subventions

- ☒ Original
 - ☐ Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2021.049

Date de la convocation :
Le 13/04/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **26 AVR. 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **22 AVR. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 19 avril 2021

L'an deux mil vingt et un et le 19 avril à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Frédéric POMA, Dominique TRABAUD

Monsieur LEONETTI,

Par sa délibération n° CC.2016.144 du 26 septembre 2016, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'est engagée à poursuivre et renforcer son soutien aux acteurs du développement économique sur Sophia Antipolis.

Les Pôles de Compétitivité représentent une importante composante de l'écosystème d'innovation, de développement économique, de R&D et de croissance. En effet un Pôle de Compétitivité a vocation à soutenir l'innovation. Il favorise le développement de projets collaboratifs de R&D particulièrement innovants. Il accompagne également le développement et la croissance des entreprises, en lien également avec la recherche publique.

Un pôle de compétitivité **rassemble sur un territoire bien identifié et sur une filière ciblée, des entreprises, petites et grandes, des laboratoires de recherche et des établissements de formation** et associe les pouvoirs publics nationaux et locaux. Le rapprochement de ces différents acteurs constitue une source d'innovation et d'attractivité pour le territoire concerné.

- Le Pôle SCS (Solutions Communicantes Sécurisées) se focalise sur 4 domaines clés (Microélectronique, Sécurité numérique, Internet des Objets, Big Data & IA), pour servir 5 marchés d'applications en forte croissance (Industrie 4.0, Smart Cities, Logistique & Transport, E-santé & bien-être, Véhicule connecté).
- Le Pôle SAFE est l'unique Pôle français positionné sur les 2 filières complémentaires à la fois sur leurs technologies et leurs usages que sont l'aéronautique et le spatial, ainsi que les solutions et systèmes de sécurité de la filière « CSF Industries de Sécurité ».
- Le Pôle de Compétitivité EUROBIOMED fédère à l'échelle des Régions Sud-PACA et Occitanie l'écosystème Healthtech (médicament, diagnostic, dispositif médical, e-santé/numérique) en tant que 1er réseau de diagnostic en Europe et 1er Cluster positionné en immunothérapie et diagnostic.

Les Pôles de Compétitivité participent depuis de nombreuses années au développement et au rayonnement et attractivité de Sophia Antipolis à travers des actions spécifiques :

- Animations thématiques, ateliers, networking et conférences,
- Accompagnement personnalisé des entreprises sur les filières et leur croissance à tous les stades de développement,
- Projets collaboratifs R&D de type PSPC qui associent des entreprises du territoire et des laboratoires de recherche pour des projets structurants,
- Organisation de présences collectives sur salons professionnels nationaux et internationaux,
- Rapprochement des entreprises et donneurs d'ordre, clients-fournisseurs,
- Travail prospectif sur les innovations de rupture ou secteurs à forte croissance.

Les principaux objectifs de ces structures s'alignent sur la stratégie de développement économique et d'attractivité territoriale de Sophia Antipolis.

En effet les objectifs pour l'année 2021 de ces structures sont les suivants :

- **Favoriser l'essor de nouvelles entreprises innovantes et des filières stratégiques sur le territoire de Sophia Antipolis selon les modalités propres de chaque Pôle**
- **Participer à l'animation de l'écosystème de Sophia Antipolis à travers des événements réguliers**
- **Contribuer à la démarche de marketing territorial de la technopole**
- **Participer au développement de projets structurants de la CASA**

C'est dans ce contexte que les structures présentées sollicitent de la part de la C.A.S.A. les montants suivants :

	Budget total actions 2021 de la structure	Montant sollicité en 2021	Montant proposé en 2021	Ratio subvention CASA / budget structure
Pôle SCS	1 212 201 €	30 000 €	25 000 €	2.06 %
Pôle SAFE	1 455 620 €	25 000 €	25 000 €	1.71 %
Pôle EUROBIOMED	1 364 420 €	10 000 €	10 000 €	0.73 %

Les indicateurs de performance seront fixés pour chaque entité bénéficiaire au sein des conventions attributives de subventions.

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2020.006 du 17 juillet 2020 par laquelle le Bureau a reçu délégation du Conseil pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subvention à accorder,

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver les montants des subventions aux acteurs de l'accompagnement et de leurs projets, et de leur octroyer une subvention globale de 60 000 €, à répartir comme suit :
 - Pôle SCS 25 000,00 €
 - Pôle SAFE 25 000,00 €
 - Pôle EUROBIOMED 10 000,00 €
- d'approuver les termes des conventions se rapportant à l'attribution des subventions aux Pôles de Compétitivité, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ces conventions ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal en 2021 ; Budget de la Direction Développement de la Technopole Sophia Antipolis.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les montants des subventions aux acteurs de l'accompagnement et de leurs projets, et de leur octroyer une subvention globale de 60 000 €, à répartir comme suit :
 - Pôle SCS 25 000,00 €
 - Pôle SAFE 25 000,00 €
 - Pôle EUROBIOMED 10 000,00 €
- d'approuver les termes des conventions se rapportant à l'attribution des subventions aux Pôles de Compétitivité, dont les projets sont joints en annexe ;

- d'autoriser Monsieur le Président à signer ces conventions ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal en 2021 ; Budget de la Direction Développement de la Technopole Sophia Antipolis.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 19 avril 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION POLE EUROBIOMED

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 19 avril 2021;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Association dénommée Pôle de compétitivité EUROBIOMED créée en Novembre 2005, est régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour objet de développer et fédérer un réseau d'entreprises et de laboratoires sur les filières Santé et Biotechnologies en Régions SUD et Occitanie, et d'accompagner l'ingénierie de projets collaboratifs, dont le siège social est situé 8 rue sainte barbe 13001 MARSEILLE, représentée par Michael DANON agissant au lieu et place de l'association conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **EUROBIOMED**

EXPOSE

Conformément à l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Le Pôle de Compétitivité EUROBIOMED fédère à l'échelle des Régions Sud-PACA et Occitanie l'écosystème Healthtech (Médicament, Diagnostic, Dispositif médical, E-santé/Numérique), en tant que 1^{er} réseau de diagnostic en Europe et 1^{er} Cluster positionné en immunothérapie et diagnostic.

A cet égard, le Pôle participe à la politique de développement économique du territoire.

Dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, la C.A.S.A souhaite soutenir cette structure.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association EUROBIOMED s'engage, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, à mettre en œuvre les objectifs suivants :

1. Contribuer à l'émergence et au développement de la filière Santé / Biotechnologies / HealthTech du territoire

- Animer et développer l'écosystème de la filière (entreprises, laboratoires, formations supérieures, réseaux, ...) sur le territoire CASA et la technopole
- Organisation d'ateliers, conférences thématiques et réunions networking sur Sophia Antipolis

2. Proposer aux entreprises sophilopolitaines l'ensemble des services du pôle, collectifs et individuels, dont le montage de projet et le programme CellComp.

3. Accompagner la dynamique du Bioparc et participation aux travaux concernant l'implantation d'une pépinière et d'un incubateur biotechs sur Sophia Antipolis

- Appui à la structuration du projet de pépinière et d'incubateur Biotechs sur la technopole, sur sollicitation de la CASA

4. Travailler à la complémentarité entre les secteurs numérique, intelligence Artificielle, 3IA Côte d'Azur et la filière biotechnologies/sciences de la vie / santé

5. Participer au développement de projets structurants de la CASA

- Implication du Pôle dans la démarche de concertation collective « Horizon Sophia » et dans les réflexions autour de la programmation du futur Pôle Innovation, sur sollicitation de la CASA

6. Contribuer à la démarche de marketing territorial de la technopole.

Les indicateurs de performance quantitatifs et qualitatifs de mesure d'atteinte des objectifs sont les suivants :

1. Concernant l'émergence et le développement de la filière

- Nombre, évolution et qualification des adhérents du Pôle sur le territoire CASA ;
- Nombre et typologie d'évènements, GT, salons professionnels, workshops ou conférences (présentiels ou en phygital) organisés à Sophia Antipolis sur la thématique du Pôle, et nombre de participants

2. Concernant les projets collaboratifs (avec la recherche publique et/ou les entreprises du territoire) et accompagnements personnalisés

- Nombre de propositions d'accompagnement collectifs ou individuels, sur l'ensemble des programmes proposés (GO4Bios, Cellcomp à la carte, Innovation, etc.) au profit des entreprises de Sophia Antipolis / CASA ;
- Nombre de projets R&D impliquant des entreprises de Sophia Antipolis / CASA ;
- Nombre d'entreprises de la technopole présentes sur les pavillons du Pôle (ou stands virtuels en mode digital) lors de salons nationaux ou internationaux (Ex : BIO Japan ou US, BioFit, Ageing Fit, ...)
- La mesure et l'analyse de la satisfaction des intervenants et participants ayant pris part à ces activités

3. Concernant l'accompagnement de la dynamique Bioparc et travaux sur la pépinière et l'incubateur Biotechs

- Favoriser l'expression des besoins des entreprises du Pôle et besoins exogènes, l'identification des prospects et des équipements nécessaires à leur implantation et développement, sur sollicitation ponctuelle de la CASA
- Communication et valorisation de la technopole avec le marqueur «Healthtech»

4. Concernant la complémentarité de la filière Santé/ Biotechs avec l'IA et le numérique

- Animer ou participer à 1 réunion semestrielle entre le Pôle, ses adhérents ou prospects et le 3IA Côte d'Azur afin d'alimenter le volet IA et les sujets de recherche ou de chaires sur les sujets Biology, Digital Health et Computational Biology.
- Implication du Pôle dans l'animation de l'A.I Week et du Soph'IA Summit en partenariat avec le 3IA Côte d'Azur et le comité de pilotage.

5. Concernant la participation au développement de projets structurants de la CASA

- Appui aux équipes de la Direction de la Technopole Sophia-Antipolis dans leurs travaux pour mieux identifier les acteurs de l'écosystème, les faire travailler ensemble et contribuer à l'attractivité du territoire
- Participation, sur sollicitation, aux discussions, ateliers et réflexions prospectives sur la programmation du futur Pôle de l'Innovation
- Participation active à la démarche « Horizon Sophia » : implication dans un rôle d'ambassadeur (mobilisateur & animateur), participation aux ateliers débats et aide à la structuration et à l'animation autant que de besoin.

6. Concernant la démarche de marketing territorial de la technopole

- L'affichage du logo Sophia Antipolis sur les supports de communication en lien avec l'action subventionnée et sur le site Internet du Pôle
- L'analyse des retombées presse et media de l'ensemble de ces activités : production d'1/2 page d'analyse et transmission des coupures presse en annexe du bilan final de l'opération
- La contribution au site Internet Sophia Antipolis par le partage du listing des adhérents, et le partage des événements organisés par le Pôle. Ces informations seront transmises au service communication de la CASA.
- La remontée de sujets ou d'actualités concernant les entreprises et laboratoires de la filière susceptible de faire l'objet d'articles thématiques dans la presse nationale et/ou spécialisée et qui pourront être relayés via l'agence de presse de la Technopole Sophia-Antipolis.
- Le référencement du site Internet « www.sophia-antipolis.fr » sur le site Internet du Pôle, les publications et la mention des comptes de Sophia Antipolis sur les réseaux sociaux Twitter et pages Facebook et LinkedIn de la technopole) en lien avec les actions subventionnées.
- Mobilisation ponctuelle, sur demande de la CASA, des adhérents du Pôle pour recevoir les délégations d'entreprises ou d'institutionnels intéressés par la technopole.
- Identifier, au sein des adhérents du Pôle, des startups susceptibles de candidater aux salons professionnels auxquels la CASA participe (Ex : CES Las Vegas, Vivatech...)

En contrepartie, la CASA s'engage à soutenir financièrement l'association EUROBIOMED pour la réalisation de ces objectifs.

2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2021.

Durant cette période, l'association EUROBIOMED s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COÛTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible du plan d'actions sur la durée de la convention est évalué à **1.364.420€**, pour un budget global de **2.782.617€** conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

Le Pôle EUROBIOMED reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de **10 000** (Dix Mille) **Euros**.

Cette subvention sera versée en un seul versement à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATION FINALE

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan final de l'action subventionnée.

6.1 Bilan final

L'Association s'engage à fournir un bilan de la mise en œuvre de l'action subventionnée au plus tard le 30 novembre 2021.

Sur la base de ce bilan, la C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action dans le courant du dernier trimestre 2021.

L'Association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre.

Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

Le Pôle EUROBIOMED s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'Association remettra pour l'année de référence à la C.A.S.A. son bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 30 juin au plus tard de l'année 2022.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association EUROBIOMED, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A

Le Pôle EUROBIOMED s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes, conformément aux dispositions de l'article 8.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Le Président de l'association
POLE de compétitivité EUROBIOMED

Le Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis

Michael DANON

Jean LEONETTI

5. Budget¹ de l'association

Année 2021 ou exercice du 01/01/2021.. au 31/12/2021...

Budget supplémentaire -
demande pluriannuelle

Suppression du budget -
demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	1 027 403	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	911 568
Achats matières et fournitures	7 006	73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures Prestations de services	1 020 397	74 - Subventions d'exploitation²	1 642 049
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	274 563	FNADT - DIRECCTE	159 976
Locations	120 904	Région SUD - crédit Etat Région	126 540
Entretien et réparation	29 647	Région LR - crédit Etat Région	123 025
Assurance	5 393	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation Autres	118 619	Région SUD	471 754
		Région OCCINATIE	210 000
62 - Autres services extérieurs	435 088	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	102 225		
Publicité, publication	62 000		
Déplacements, missions	229 458	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	41 405	AMPM-Toulouse Métropole-TPM	185 000
63 - Impôts et taxes	0	3M-Grasse-NCA-Nîmes-SICOVAL-CA	244 705
Impôts et taxes sur rémunération		CASA	10 000
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	1 045 563	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	709 798	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	334 023	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	1 742	Aides privées (fondation) Autres cofinancement Accélérateur	111 049
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	229 000
		756. Cotisations	229 000
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	2 782 617	TOTAL DES PRODUITS	2 782 617
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE³

86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	440 202
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	440 202	875 - Dons en nature	
TOTAL	440 202	TOTAL	440 202

¹ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

² L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.

6. Budget⁵ du projet

Année 2021. ou exercice du 01/01/2021... au 31/12/2021..

Budget supplémentaire -
projet pluriannuelSuppression du budget -
projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	55 020	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	159 855
Achats matières et fournitures	6 020	73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures Prestations de services	49 000	74 - Subventions d'exploitation²	975 565
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	189 170	Région SUD crédit Etat Région	126 540
Locations	103 877	Région LR crédit Etat Région	123 025
Entretien et réparation	25 472		
Assurance	4 634	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation Autres	55 187	Région SUD	216 000
		Région OCCITANIE	210 000
62 - Autres services extérieurs	279 121	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	90 043		
Publicité, publication	42 500		
Déplacements, missions	111 004	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	35 574	CASA	10 000
63 - Impôts et taxes	0	AMP-TOULOUSE-TPM-Grasse-3M-NCA	240 000
Impôts et taxes sur rémunération		NIMES-SICOVAL-CASTRES MAZAMET	50 000
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	841 109	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	570 936	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	268 676	Aides privées (fondation)	
Autres charges de personnel	1 497	Autres établissements publics	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	229 000
		756. Cotisations	229 000
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	1 364 420	TOTAL DES PRODUITS	1 364 420
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE⁷

86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	440 202
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	440 202	875 - Dons en nature	
TOTAL	440 202	TOTAL	440 202

La subvention sollicitée de.....¹⁰⁰⁰⁰€, objet de la présente demande représente^{0,55}% du total des produits du projet
(montant sollicité/total du budget) x 100.

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION POLE SAFE

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 19 avril 2021;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Association dénommée Pôle de Compétitivité SAFE, créée en juin 2006 est régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de favoriser la création de valeur et développer l'emploi sur les filières de la sécurité globale, de l'aéronautique, du spatial et la mise à disposition auprès des entreprises de données et images issues des satellites en Région PACA, dont le siège social est situé Domaine du Petit Arbois BP 10028, 13545 AIX-EN-PROVENCE cedex 4, représentée par Claire-Anne REIX sa Présidente agissant au lieu et place de l'association conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **Le Pôle SAFE**

EXPOSE

Conformément à l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Le Pôle SAFE est l'unique Pôle français positionné sur les 2 filières complémentaires à la fois sur leurs technologies et leurs usages que sont l'aéronautique et le spatial, ainsi que les solutions et systèmes de sécurité de la filière « CSF Industries de Sécurité ».

A cet égard, le Pôle SAFE participe à la politique de développement économique en contribuant à mettre en œuvre, l'animation, la promotion, le rayonnement et la visibilité de l'écosystème de la Sécurité Globale, de l'aérospatiale et de ses applications sur le territoire sophilopolitain mais aussi à favoriser le montage de projets collaboratifs sur cette thématique avec les entreprises et la collectivité territoriale, en lien également avec les Opérations d'Intérêt Régional.

Dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, la C.A.S.A souhaite soutenir cette structure.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association Pole SAFE s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, les objectifs suivants :

1. Animer et développer l'écosystème de la Sécurité Globale et de l'aérospatial du territoire (entreprises, laboratoires, réseaux,...) sur la Technopole.

- Organisation d'évènement thématique et networking sur le territoire de Sophia Antipolis
- Accompagner les PME sophilopolitaines dans leur stratégie de croissance via une offre de services de l'innovation au marché.

- 2. Impliquer les entreprises sophilopolitaines dans le montage de projets collaboratifs avec la recherche publique, open-innovation, projets européens et accompagnements personnalisés**
- 3. Favoriser l'essor des domaines d'activités stratégiques de la CASA et plus particulièrement sur :**
 - L'intelligence artificielle
 - En accompagnant le 3AI sur son volet applicatif et valorisation des technologies IA sur la sécurité globale et la digitalisation industrielle.
 - En développant des projets collaboratifs liés aux usages de l'IA avec des financements publics ou privés.
 - Le véhicule intelligent
 - En identifiant via l'initiative *Smart Vehicle Côte d'Azur*, des projets sur lesquels le Pôle Safe aurait une valeur ajoutée et participer à la mise en œuvre de ceux-ci.
 - Le Smart port
 - Sur la base d'une feuille de route conjointe avec la CASA et PORT VAUBAN 21, et sur sollicitation de la CASA en fonction de l'avancée des projets, apporter un appui ponctuel sur des actions qualifiées visant à développer l'innovation dans le cadre du projet VAUBAN21.
- 4. Participer à la réflexion concernant l'avenir de la filière cybersécurité sophilopolitaine aux côtés du Pole SCS : en particulier venir en soutien du Pôle SCS pour les applicatifs et marchés de la filière.**
- 5. Collaboration avec la Fondation Sophia Antipolis sur le projet H-Space qui s'appuie sur « BOOSTER SAFE ».**
- 6. Participer au développement de projet structurants de la CASA**
 - Implication du Pôle dans la démarche de concertation collective « Horizon Sophia » et dans les réflexions autour de la programmation du futur Pôle Innovation.
- 7. Contribuer à la démarche de marketing territorial de la technopole.**

Les indicateurs de performance quantitatifs et qualitatifs de mesure d'atteinte de ces objectifs sont les suivants :

- 1. Concernant les actions d'animation et d'accompagnement de l'écosystème :**
 - Nombre, évolution et qualification des adhérents du Pôle sur le territoire de la CASA
 - Nombre et typologie d'évènements, GT, salons professionnels, formations, workshops ou conférences (présentiels ou en phygital organisés à Sophia Antipolis sur la thématique du Pôle, et nombre de participants
 - Mesure et analyse de la satisfaction des intervenants et participants ayant pris part à ces activités
- 2. Concernant les projets collaboratifs avec la recherche publique et accompagnements personnalisés**
 - Nombre de projets accompagnés
 - Liste des partenaires impliqués
- 3. Concernant les projets communs SAFE / CASA sur les filières stratégiques (Smart Vehicle, I.A et Smart Port) :**
 - un récapitulatif des travaux réalisés incluant la nature et le nombre d'actions mises en place.
 - 2 réunions semestrielles sur chaque thématique avec les acteurs concernés

4. Concernant la réflexion sur l'avenir de la filière cybersécurité sophilopolitaine :

- Production d'une note prospective synthétique sur l'avenir et le positionnement de la filière cybersécurité sophilopolitaine, conjointement et en appui du Pôle SCS, selon un mini-cahier des charges et des attentes qui seront précisées lors d'une réunion associant la CASA, le Pôle SCS et le Pôle SAFE.

5. Concernant le projet le projet H-Space, un récapitulatif des travaux réalisés sur le projet.

6. Concernant la participation au développement de projets structurants de la CASA

- Appui aux équipes de la Direction de la Technopole Sophia-Antipolis dans leurs travaux pour mieux identifier les acteurs de l'écosystème, les faire travailler ensemble et contribuer à l'attractivité du territoire
- Participation, sur sollicitation, aux discussions, ateliers et réflexions prospectives sur la programmation du futur Pôle de l'Innovation
- Participation active à la démarche « Horizon Sophia » : implication dans un rôle d'ambassadeur (mobilisateur & animateur), participation aux ateliers débats et aide à la structuration et à l'animation en tant que de besoin.

7. Concernant le marketing territorial :

- L'affichage du logo Sophia Antipolis sur les supports de communication en lien avec l'action subventionnée et sur le site Internet du Pôle
- L'analyse des retombées presse et media de l'ensemble de ces activités : production d'1/2 page d'analyse et transmission des coupures presse en annexe du bilan final de l'opération
- La contribution au site Internet Sophia Antipolis par le partage du listing des adhérents, l'ajout des événements organisés par le Pôle
- La remontée de sujets ou d'actualités concernant les entreprises et laboratoires de la filière susceptible de faire l'objet d'articles thématiques dans la presse nationale et/ou spécialisée et qui pourront être relayés via l'agence de presse de la Technopole Sophia-Antipolis.
- Le référencement du site Internet « www.sophia-antipolis.fr » sur le site Internet du Pôle, les publications et la mention des comptes de Sophia Antipolis sur les réseaux sociaux Twitter et pages Facebook et LinkedIn de la technopole) en lien avec les actions subventionnées.
- Mobilisation ponctuelle, sur demande de la CASA, des adhérents du Pôle pour recevoir les délégations d'entreprises ou d'institutionnels intéressés par la technopole.
- Identifier, au sein des adhérents du Pôle, des startups susceptibles de candidater aux salons professionnels auxquels la CASA participe (Ex : CES Las Vegas, Vivatech...)

En contrepartie, la CASA s'engage à soutenir financièrement l'association Pole SAFE et le projet BOOSTER SAFE pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2021.

Durant cette période, l'association SAFE s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible du plan d'actions sur la durée de la convention est évalué à **1.455.620€**, pour un budget global de **3.595.989 €**, conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

Le Pôle SAFE reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 25 000 (**Vingt-Cinq Mille Euros**)

Cette subvention sera versée en deux temps : 70% à compter de la date d'exécution de la présente convention, les 30% restants seront versés si les conditions prévues aux articles 6 et 7 sont respectées et au regard des objectifs réalisés au moment du bilan annuel.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATION FINALE

6.1 Bilan final

L'Association s'engage à fournir un bilan de la mise en œuvre de l'action subventionnée au plus tard le 30 novembre 2021.

Sur la base de ce bilan, la C.A.S.A. procèdera conjointement avec le Pôle, à l'évaluation des conditions de réalisation des actions au cours du dernier trimestre de l'année en cours.

L'Association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'Association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

Le Pôle SAFE s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'Association remettra pour l'année de référence à la C.A.S.A. son bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 30 juin au plus tard de l'année 2022.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A

Le Pôle SAFE s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes, conformément aux dispositions de l'article 8.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

La Présidente de l'association
POLE de compétitivité SAFE

Le Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis

Claire-Anne REIX

Jean LEONETTI

./

2. Budget prévisionnel de l'association

Si l'exercice de l'association est différent de l'année civile, préciser les dates de début et de fin d'exercice. Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice 20 2 1

ou date de début :

date de fin :

CHARGES	Montant ⁵	PRODUITS	Montant
60 – Achats	1285130	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	977973
Prestations de services	1281130		
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation⁶	2418016
Autres fournitures	4000	Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s) DGE+DGA	499410
61 - Services extérieurs	185500	-FNADT+ANACT	115100
Locations	139000	-SGDSN	348001
Entretien et réparation	38000	Région(s) : SUD	844615
Assurance	8500	-	
Documentation		Département(s) :	0
62 - Autres services extérieurs	587395	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	135998	Intercommunalité(s) : EPCI ⁷	
Publicité, publication	199620	-AMP/TPM/GA,SMA,CAPL...	190500
Déplacements, missions	220277	Commune(s) : ISTRES	22500
Services bancaires, autres	31500	-CASA	25000
63 - Impôts et taxes	13000	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	13000	-	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	301640
64- Charges de personnel	1519964	-	
Rémunération des personnels	1003176	L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	
Charges sociales	516788	Autres établissements publics	71250
Autres charges de personnel		Aides privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	200000
66- Charges financières	5000	Dont cotisations, dons manuels ou legs	200000
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements		78 – Reprises sur amortissements et provisions	
TOTAL DES CHARGES	3595989	TOTAL DES PRODUITS	3595989
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁸			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	624666	87 - Contributions volontaires en nature	624666
Secours en nature		Bénévolat	624666
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole	624666	Dons en nature	
TOTAL	4220655	TOTAL	4220655

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

⁷ Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

⁸ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Année ou exercice 2021

CHARGES	Montant ¹⁰	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	352394	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	184210
Prestations de services	350298		
Achats matières et fournitures	2096	74- Subventions d'exploitation¹¹	1071410
Autres fournitures		Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s) DGE/DGA/	499410
61 - Services extérieurs	97171	-	
Locations	72812	-	
Entretien et réparation	19906	Région(s) : SUD	380000
Assurance	4453	-	
Documentation		Département(s) : CASA	25000
		-	
62 - Autres services extérieurs	210489	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	45802	Intercommunalité(s) : EPCI ¹²	
Publicité, publication	62000	-divers	144500
Déplacements, missions	86186	Commune(s) :	22500
Services bancaires, autres	16501	-	
63 - Impôts et taxes	6808	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	6808	-	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
64- Charges de personnel	788758	-	
Rémunération des personnels	520580	L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	
Charges sociales	268178	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	200000
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	200000
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements		78 – Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	1455620	TOTAL DES PRODUITS	1455620
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹³			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	443000	87 - Contributions volontaires en nature	443000
Secours en nature		Bénévolat	443000
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole	443000	Dons en nature	
TOTAL	1898620	TOTAL	1898620
<p>La subvention de 25000€ représente 1,72% du total des produits : (montant attribué/total des produits) x 100.</p>			

¹⁰ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

¹¹ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

¹² Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

¹³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

CONVENTION de PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION POLE SCS

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 19 avril 2021;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Association dénommée Pôle de Compétitivité SCS-SOLUTIONS COMMUNICANTES SECURISEES, créée en décembre 2005, est régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour objet de mettre en œuvre et participer à toute action en faveur du développement du domaine des Solutions Communicantes Sécurisées en PACA, dont le siège social est situé Place Paul Borde, 13790 ROUSSET, représentée par Moussa BELKITHER son Président agissant au lieu et place de l'association conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **Le Pôle SCS**

EXPOSE

Conformément à l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Le Pôle SCS (Solutions Communicantes Sécurisées) se focalise sur 4 domaines clés (Microélectronique, Sécurité numérique, Internet des Objets, Big Data & IA), pour servir 5 marchés d'applications en forte croissance (Industrie 4.0, Smart Cities, Logistique & Transport, E-santé & bien-être, Véhicule connecté).

Dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, la C.A.S.A souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association Pole SCS s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, l'animation, la promotion, le rayonnement et la visibilité de l'écosystème de la Cybersécurité, IOT, I.A, microélectronique et de leurs applications sur le territoire sophilopolitain mais aussi favoriser le montage de projets collaboratifs sur cette thématique avec les entreprises et la collectivité territoriale, en lien également avec les OIR.

Les objectifs de la présente convention, ainsi que les indicateurs de performance quantitatifs et qualitatifs de mesure d'atteinte de ces objectifs, sont les suivants :

- 1. Animer et développer l'écosystème des Solutions Communicantes Sécurisées du territoire (entreprises, laboratoires, réseaux,...) sur la Technopole.**
 - Organisation d'évènement thématique et networking sur le territoire de Sophia Antipolis
- 2. Impliquer les entreprises sophilopolitaines dans le montage de projets collaboratifs avec la recherche publique, projets européens, EDIH Move2digital, et accompagnements personnalisés**
- 3. Favoriser l'essor des domaines d'activités stratégiques de la CASA et plus particulièrement sur :**
 - Intelligence artificielle & Big Datas
 - Véhicule intelligent et du futur
 - IOT
 - Smart Cities / Smart Port
 - Programme régional Territoire d'Industries
- 4. Participer à la réflexion, l'étude et l'avenir de la filière cybersécurité sophilopolitaine**
 - actions « maîtrise des risques Cyber » et « Security by Design » auprès des TPE/PME
 - feuille de route régionale cybersécurité
- 5. Participer au développement de projets structurants de la CASA**
 - Implication du Pôle dans la démarche de concertation collective « Horizon Sophia » et dans les réflexions autour de la programmation du futur Pôle Innovation.
- 6. Contribuer à la démarche de marketing territorial de la technopole.**

Les indicateurs de performance quantitatifs et qualitatifs de mesure d'atteinte de ces objectifs sont les suivants :

- 1. Concernant les actions d'animation et d'accompagnement de l'écosystème**
 - Nombre, évolution et qualification des adhérents du Pôle sur le territoire de la CASA
 - Nombre et typologie d'évènements, GT, salons professionnels, formations, workshops ou conférences (présentiels ou en phygital organisés à Sophia Antipolis sur la thématique du Pôle, et nombre de participants
 - Mesure et analyse de la satisfaction des intervenants et participants ayant pris part à ces activités
- 2. Concernant les projets collaboratifs avec la recherche publique et accompagnements personnalisés**
 - Nombre de projets accompagnés
 - Liste des partenaires impliqués, et montants des aides mobilisées
 - Un récapitulatif des travaux réalisés incluant la nature et le nombre d'actions mises en place et le nombre et typologie des PME/Startups sophilopolitaines accompagnées dans ce projet eDIH Move2Digital
 - Nombre d'entreprises de la technopole présentes sur les stands du Pôle (ou stands virtuels en mode digital) lors de salons nationaux ou internationaux (Ex : SIDO,...)
 - La mesure et l'analyse de la satisfaction des intervenants et participants ayant pris part à ces activités

3. Concernant l'essor des domaines d'activités stratégiques de la CASA :

Intelligence artificielle & Big Datas

- Réunions semestrielles avec le 3AI sur son volet applicatif et Valorisation des technologies IA sur les solutions communicantes sécurisées,
- Nombre et typologies des TPE/PME accompagnées sur ces dispositifs
- Nombre et typologie des entreprises accompagnées sur les actions « Flash I.A » et « Flash I.A interpôles »
- Récapitulatif des travaux réalisés en coordination avec SAFE sur les challenges IA Défense et sécurité dans le cadre du PIA3

Véhicule intelligent et du futur

- Identifier via l'initiative Smart Vehicle Côte d'Azur, des projets sur lesquels le Pôle SCS aurait une valeur ajoutée (apport en technologie, en entreprises ou en financements via des projets européens sur les thématiques du Pôle).
- Valorisation de la filière grâce à l'utilisation des données et services spatiaux dans le cadre du projet Safe Booster, avec le Pôle SAFE.

IOT (Objets connectés)

- Nombre et typologie des TPE/PME de la technopole sensibilisées et accompagnées sur les enjeux de l'IOT / 5G / Cybersécurité
- Nombre de formations synthétiques (IA, Blockchain, IOT)
- Nombre d'événements thématiques

Smart Cities / Smart Port

- Identifier via l'initiative Technopole du Yachting / Port Vauban 21, des projets sur lesquels le Pôle SCS aurait une valeur ajoutée (apport en technologie, en entreprises ou en financements via des projets européens sur les thématiques du Pôle), en partenariat avec le Pôle SAFE.

Programme régional « Territoire d'Industries »

- Apport ponctuel et sur sollicitation de l'expertise du Pôle SCS dans l'action d'accompagnement des TPE/PME du territoire sur l'Industrie du futur, et utilisation de l'I.A, notamment dans le secteur Parfums-Arômes-Cosmétiques, sur sollicitation de la CASA

Pour ces 5 filières sont attendus un récapitulatif des travaux réalisés incluant la nature et le nombre d'actions mises en place et les partenaires impliqués, ou actions structurantes mises en œuvre sur chaque filière.

4. Concernant la réflexion, l'étude et l'avenir de la filière cybersécurité sopolitaine

- Nombre de TPE/PME accompagnées sur les actions « maîtrise des risques Cyber » et « Security by Design »
- Récapitulatif des travaux réalisés sur la feuille de route régionale cybersécurité
- nombre d'événements thématiques / networking organisés sur Sophia Antipolis, et le nombre de participants
- Production d'une note prospective synthétique sur l'avenir et le positionnement de la filière cybersécurité sopolitaine, conjointement avec le Pole SAFE, selon un mini-cahier des charges et des attentes qui seront précisées lors d'une réunion associant la CASA, le Pôle SCS et le Pôle SAFE.

5. Concernant la participation au développement de projets structurants de la CASA :

- Appui aux équipes de la Direction de la Technopole Sophia-Antipolis dans leurs travaux pour mieux identifier les acteurs de l'écosystème, les faire travailler ensemble et contribuer à l'attractivité du territoire
- Participation, sur sollicitation, aux discussions, ateliers et réflexions prospectives sur la programmation du futur Pôle de l'Innovation
- Participation active à la démarche « Horizon Sophia » : implication dans un rôle d'ambassadeur (mobilisateur & animateur), participation aux ateliers débats et aide à la structuration et à l'animation en tant que de besoin.

6. Concernant le marketing territorial :

- L'affichage du logo Sophia Antipolis sur les supports de communication en lien avec l'action subventionnée et sur le site Internet du Pôle
- L'analyse des retombées presse et media de l'ensemble de ces activités : production d'1/2 page d'analyse et transmission des coupures presse en annexe du bilan final de l'opération
- La contribution au site Internet Sophia Antipolis par le partage du listing des adhérents, l'ajout des événements organisés par le Pôle
- La remontée de sujets ou d'actualités concernant les entreprises et laboratoires de la filière susceptible de faire l'objet d'articles thématiques dans la presse nationale et/ou spécialisée et qui pourront être relayés via l'agence de presse de la Technopole Sophia-Antipolis.
- Le référencement du site Internet « www.sophia-antipolis.fr » sur le site Internet du Pôle, les publications et la mention des comptes de Sophia Antipolis sur les réseaux sociaux Twitter et pages Facebook et LinkedIn de la technopole) en lien avec les actions subventionnées.
- Mobilisation ponctuelle, sur demande de la CASA, des adhérents du Pôle pour recevoir les délégations d'entreprises ou d'institutionnels intéressés par la technopole.
- Identifier, au sein des adhérents du Pôle, des startups susceptibles de candidater aux salons professionnels auxquels la CASA participe (Ex : CES Las Vegas, Vivatech...)

En contrepartie, la CASA s'engage à soutenir financièrement l'association Pôle SCS pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2021.

Durant cette période, l'association Pôle SCS s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible du plan d'actions sur la durée de la convention est évalué à **1.212.201€**, conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

Le Pôle SCS reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 25 000 € (Vingt Cinq Mille) **Euros**

Cette subvention sera versée en deux temps : 70% à compter de la date d'exécution de la présente convention, les 30% restants seront versés si les conditions prévues aux articles 6 et 7 sont respectées et au regard des objectifs réalisés au moment du bilan annuel.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATION FINALE

6.1 Bilan final

L'Association s'engage à fournir un bilan de la mise en œuvre de l'action subventionnée au plus tard le 30 novembre 2021.

Sur la base de ce bilan, la C.A.S.A. procèdera conjointement avec le Pôle, à l'évaluation des conditions de réalisation des actions au cours du dernier trimestre de l'année en cours.

L'Association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

Le Pôle SCS s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'Association remettra pour l'année de référence à la C.A.S.A. son bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 30 juin au plus tard de l'année 2022.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A

Le Pôle SCS s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes, conformément aux dispositions de l'article 8.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Le Président de l'association
POLE de compétitivité SCS

Le Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis

Moussa BELKHITER

Jean LEONETTI

./

Budget déposé 2021 Consolidé

Intitulé des dépenses	HT	Intitulé des recettes	HT
60 - Achats		74 - Subventions	
604 - Achat d'études	1 500	Etat	
605 - Achats de matériels, équipements	-	DIRECCTE	215 545
606 - Achats .. fournitures	1 500	Union Européenne	
		Projets Europe	-
61 - Services extérieurs		Région PACA	217 104
611 - Sous traitance générale	-	Départements	
613 - Locations	43 100	CD06	-
614- Charges locative	-	CD13	-
615- Maintenance	15 293	CD83	-
616 - Assurances	2 325	Communauté de communes	130 000
618 - Documentation	-	NCA	-
62 - Autres services extérieurs		CASA	30 000
621 - Rémunérations d'intermédiaires	-	CPA	50 000
622 - Honoraires	84 912	TPM	20 000
623 - Publicité, public., relations publiques	32 728	MPM	30 000
625 - Déplacements, missions et réceptions	68 193	Communes	
626- Frais postaux et Téléphone	6 563	Ville de Rousset	3 963
628 - Participation conférences	10 500	Sous / total	566 612
64 - Charges de personnel		Autofinancement	
641 - Salaires	493 598	70 - Ventes	448 589
645 - Charges sociales	211 821	706 - Prestations de services	37 339
647 - Autres charges	660	707 - Ventes de marchandises	-
631- taxe salaires	16 420	708 - Autres fonds propres	-
633 - Formation professionnelle	2 813	756 - Cotisations	391 250
635 - Cotisation foncière des entreprises (CFE)	1 028	75 -Produits gestion courante	
65 - Autres charges gestion courante	-	Contributions	
68 - Dotations aux amortissements	2 250	en nature	
Emplois des contributions en nature		Valorisation du Bénévolat	217 000
Personnel Bénévole	217 000		
Total Dépenses	1 212 201	Total Recettes	1 212 201

Fait à Rousset, le 30 septembre 2020

Moussa BELKHITER - Président du Pôle SCS

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 19/04/2021
Numéro : BC_2021_049
Nature : DE - Deliberations
Objet : Soutien au développement territorial et animation - Pôles de compétitivité - Attribution de subventions POLE EUROBIOMED - POLE SAFE - POLE SCS
Matière : 7.5 - Subventions
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : nSG2Yg0

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 22/04/2021
Identifiant : 006-240600585-20210419-BC_2021_049-DE

Acte reçu

Date : 19/04/2021
Numéro interne : BC_2021_049
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : Soutien au développement territorial et animation - Pôles de compétitivité - Attribution de subventions POLE EUROBIOMED - POLE SAFE - POLE SCS
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210419-BC_2021_049-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 6

99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_049-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_049-DE-1-1_3.PDF
99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_049-DE-1-1_4.PDF
99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_049-DE-1-1_5.PDF
99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_049-DE-1-1_6.PDF
99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_049-DE-1-1_7.PDF

N